

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 3946 - Mercredi 25 Août 2021 - Prix : 200 Fc

VIE CHÈRE ET CONNECTIVITÉ MARITIME

Said Ali Chayhnane :

"La demande est plus forte que l'offre"



COMMUNIQUE

Chers clients, c'est désormais officiel. Depuis le 1er juillet 2021, la MARQUE **KOHLER/SDMO** (numéro un européen et troisième fabricant mondial de groupe électrogène et **1 kilos watt à 5 mégas Watts**) devient **KOHLER**.

Bien entendu, vous ne changez pas d'interlocuteur. La société ADC Génie Electrique reste Distributeur de la marque KOHLER aux Comores.

Actuellement en Stock dans nos entrepôts aux Comores

Groupe Electrogène :

- 3 et 4,5 kVA monophasé essence, motopompe essence, poste à soudure autonome diesel (4 kVA)
- 22, 44, 66 et 88 kVA Diesel, 1500 tr/mn en version capoté insonorisé démarrage automatique avec inverseurs associés.

Les groupes de marque KOHLER sont garantis un an pièce et main d'oeuvre

Consommables :

Filtre à Gasoil, à air, à huile courroie etc.....

KOHLER 

Contact :

**ADC Génie Electrique
MZI MAVOUNA
BP 1331**

Moroni-Comores
Tel : +269 773 13 81

Email : adcenercom@yahoo.fr

41E SOMMET DE LA SADC

Le statut d'observateur d'Israël auprès de l'UA préoccupe la SADC

Le 41e sommet ordinaire des chefs d'Etats et de gouvernement de la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a eu lieu le 18 août 2021 à Lilongwe en République de Malawi. C'était l'occasion, pour les chefs d'Etats et représentants des pays d'élire le nouveau président avec leurs membres du bureau et se concerter sur certains sujets d'actualité.

"**R**enforcement des capacités en matière de production face à la pandémie de COVID-19 en vue de mener des réformes économiques et industrielles à caractère inclusif et durable » tel est le thème abordé lors de ce 41e sommet de la SADC. C'était l'occasion pour les chefs d'Etat et représentants d'élire le président de

la SADC, ainsi que leur bureau. Le président du Malawi Dr Lazarus McCarthy a été élu président de la SADC et Félix Tshisekedi de la République démocratique du Congo comme président entrant de la SADC. Et l'Union des Comores était représentée par le ministre des affaires étrangères Dhoiher Dhoulkamal et le directeur général de la coopération internationale, Imam Abdillah.

Dans un communiqué, l'organisation a montré que « la situation sécuritaire qui prévaut dans la province du Cabo Delgado au nord du Mozambique a été mise à jour et ont salué les efforts des Etats membres pour s'être engagés à fournir du personnel et un appui financier pour le déploiement de la force en attente de la SADC au Mozambique. Et de féliciter la Tanzanie d'avoir pro-

posé d'accueillir le centre régional de lutte contre le terrorisme, qui offrira à la région des services consultatifs spécialisés et stratégiques sur la menace posée par le terrorisme et les actes de terreur connexes. Le sommet a reçu des rapports sur les thématiques suivantes : la situation socioéconomique, alimentaire et nutritionnelle dans la région ».

En effet, le sommet a réaffirmé la position de la SADC selon laquelle la création de la Banque centrale et l'Union monétaire de la SADC constitue un objectif à réaliser à long terme jusqu'à ce que certaines conditions soient remplies, notamment : l'harmonisation des politiques budgétaires et monétaires des pays de la SADC et la convergence accrue des systèmes bancaires. A cet égard, l'institut monétaire



africain et la Banque centrale africaine sont à considérer comme des objectifs réalisables à long terme. Elle a montré par la suite sa préoccupation quant à la décision prise par la Commission de l'Union afri-

caine d'accorder l'Etat d'Israël le statut d'observateur auprès de l'Union africaine et a formé son objectif à cette décision.

Nassuf Ben Amad

EXPOSITION UNIVERSELLE ET CULTURELLE DE DUBAÏ

Organisateurs et artistes s'engagent pour un résultat parfait

Lors d'un atelier de présentation des travaux de préparatoire de l'exposition universelle de Dubaï, tenu le 23 août dernier, les artistes et artisans ont fait des présentations picturales et architecturales dans l'objectif de montrer un avant-gout de ce qui se fera aux Emirats Arabes Unis les mois prochains. Une occasion pour apprécier le talent comorien.

Les Comores vont participer en octobre prochain à l'exposition universelle d'artisanat de Dubaï. L'équipe chargée de la préparation des travaux a organisé un atelier de présentation dans le but de permettre aux participants d'admirer les outils et voir comment les organisateurs se préparent pour l'événement. Concernant la présentation, à l'extérieur de la grande salle du Retaj, l'orchestre Kara Live, donnait sa prestation musicale où la chanteuse Malha dans sa robe en Shiromani rouge valorisant l'habille-



ment comorien, a su charmer les participants. Cet orchestre avait pour but de valoriser devant les participants le Twarab, un genre musical venant du monde arabe mais qui fait partie de la culture du pays dont

la chanteuse Malha a chanté un morceau du grand artiste arabe Khaled intitulé "Habibi Ya Nour Lyanyin".

A l'intérieur de la salle, des tableaux reflétant la réalité comorienne, c'est-à-dire des galeries où

l'on voit la mer qui s'ouvre et mange des naufragés en hommage aux victimes du Visa Balladur, des tableaux sur des danseurs de Shigoma. « Depuis longtemps, nous travaillons d'arrache-pied pour valoriser notre pays à l'exposition de Dubaï. Certes il y a des difficultés mais moins importantes car les responsabilités sont partagées et chacun assure son rôle. On se propose un grand lot dans cet expo, car on va démontrer sur place comment nous fabriquons nos œuvres », assure Zainou de la galerie Zain art. De son côté, Wahidat Hassani, directrice de la culture explique que plusieurs volets vont être présentés à cette exposition de Dubaï. Elle cite entre autres la musique, le mode vestimentaire et la peinture pour dire que le pays peut triompher sur le mode vestimentaire uniquement ou bien dans tous les domaines de la culture.

Très engagée dans les démarches de faire les Comores un succès avéré pendant l'expo de Dubaï,

Rahamatou Goulam, commissaire des foires et des expositions, se dit optimiste et croit aux talents des artistes comoriens qui arrivent à créer des objets magiques et magnifiques malgré leurs moyens limités. « Leurs créations c'est sans doute ce que je vais utiliser au service du développement du pays et donner beaucoup plus de visibilité des Comores », dit-elle tout en annonçant que les applications sont déjà disponibles pour suivre l'exposition. Sur le domaine numérique, la commissaire dit connecter les esprits pour construire un meilleur avenir à l'horizon 2030. C'est d'ailleurs le thème de l'exposition. De son côté l'ambassade des Emirats arabes auprès de l'Union des Comores, on soutient le talent et la technique dont font preuve les artisans et artistes comoriens dans leurs œuvres. Et dit soutenir le pays dans la réussite de cette exposition.

Kamal Gamal

SOCIÉTÉ

Un hommage rendu à Mbaraka Hamid après 37 ans dans l'enseignement

Ce week-end au collège rural de Hoani, une cérémonie d'adieu a été organisée en l'honneur de Mbaraka Hamid professeur de mathématique et de sciences naturelles dans l'enseignement secondaire, admis à la retraite après 37 ans de bons et loyaux services.

Mbaraka Hamid né en 1964 à Fomboni Mohéli, ce père de 7 enfants a obtenu son Bac en 1984 au lycée de Mutsamudu où il a commencé à enseigner en service national pendant 2 ans. Il enseigna trois matières dont la mathématique, la physique et les sciences naturelles. « Être enseignant est une idée que j'ai

embrassée après avoir accompli mes 2 ans de service national » a tenu à préciser dans un entretien accordé à La Gazette celui qui a parcouru toutes les régions de l'île pour enseigner.

Le 11 novembre 1988 Mbaraka Hamid a été affecté au collège rural de Hoani, en 1990 au collège de Fomboni puis à Djando en 1995. Aux années 2000 il a été affecté à Nioumachoi. À partir de 2010, Mbaraka Hamid est à nouveau réaffecté au collège de Hoani où il a enseigné la mathématique ainsi que les sciences naturelles avant d'être mis à la retraite le 30 juin 2021.

Un pot d'adieu a été organisé en son honneur en présence du maire

de la commune de Moimbassa, du secrétaire général du syndicat des professeurs au niveau de Mohéli Mahamoud Harouna, et d'autres personnalités. Mbaraka a enseigné plusieurs générations sur l'ensemble de l'archipel des Comores dont certains de ses élèves sont devenus des cadres et même des hauts responsables. Le syndicat des professeurs a salué les efforts fournis par Mbaraka Hamid, qui était un prof exemplaire pour l'apprentissage au collège.

« Nous sommes reconnaissants des efforts de ce géant de l'enseignement qui a laissé ses empreintes dans tous les collèges de Mohéli car à la fin de l'année les résultats

étaient toujours satisfaisants », précise Mahamoud Harouna du syndicat des enseignants tout en regrettant la précarité du statut dont bénéficie le corps enseignant actuellement. « Mbaraka part à la retraite avec un salaire misérable. Les professeurs doivent avoir un avancement de salaire chaque 2ème année, malheureusement ce principe est bafoué » a déploré lors de son discours ce syndicaliste avant d'enchaîner : « pour avoir un avancement on est contraint de faire grève, ce qui n'arrange pas l'apprentissage vu que plusieurs enseignants ne sont pas titularisés ».

Dans son allocution, Mbaraka Hamid tire à boulet rouge sur les

inspecteurs pédagogiques et leur endosse la responsabilité de la dégradation de la qualité et l'image de l'éducation de nos jours. « L'enseignement est la porte du bonheur, mais dommage qu'à nos jours certains enseignants adoptent des comportements inadaptés envers les élèves, et détériorent la qualité de d'enseignement » fait-il remarquer avant d'ajouter que « être enseignant c'est un métier qui nécessite des conditions bien précises ». Une cinglante observation faite à l'endroit des autorités chargées de l'éducation.

Riwad

VIE CHÈRE ET CONNECTIVITÉ MARITIME

Said Ali Chayhnane : "La demande est plus forte que l'offre"

Si l'Union des chambres de commerce dit plaider encore en faveur des opérateurs pour qu'une solution soit trouvée rapidement, le gouvernement étudie de plus près la question des importations pour mettre fin à la pénurie qui s'installe.

Face à la pénurie des produits de première nécessité qui frappe le pays ces derniers mois, l'Union des chambres de commerce se veut résiliente et ne peut pas être indifférente face aux doléances de la société civile. Le président de l'Uccia, Ahmed Chamsoudine fait savoir que son institution est partie prenante sur la réflexion afin de proposer des solutions aux multiples problèmes qui

gangrèment le pays mais montre que les prises de décisions ne sont pas de leur ressort. Pour les accords d'Anjouan, ce dernier explique qu'il s'agit plus de création d'une plateforme public-privé signée entre les organisations professionnelles et syndicats d'une part et le gouvernement d'autre part. « La chambre n'est pas signataire de cette plateforme. Cette dernière n'est pas encore opérationnelle car il reste à nommer un médiateur et un conseiller du président de la république chargé du dialogue public privé. La chambre aura le rôle d'assurer le secrétariat », souligne-t-il.

Sur le problème des pénuries et de la connectivité, plusieurs rencontres ont été faites entre le secteur privé et les autorités et des pro-

positions ont été formulées. « Ces dernières ont abouti à un arrêté signé le 27 juillet mais qui n'a été publié que ce jour soit presque un mois après », annonce-t-il, tout en expliquant que le problème de connectivité maritime est un réel problème pour nos îles de l'océan indien et des échanges sont menés pour trouver une porte de sortie.

Sur le même sujet, le ministre des finances Said Ali Said Chayhane a déclaré à la presse hier mardi 24 août que le gouvernement a déboursé une somme colossale, depuis le déclenchement de la crise. « Des efforts considérables ont été faits dans le but de limiter les pénalités dans les banques et aider certains commerçants. Sur la douane, des mesures ont été prises.

Nous avons réduit les taxes. Au niveau de l'Agid, nous avons étalé les paiements pour permettre aux gens de payer en tranche. Dans le transport, nous avons fait enlever la vignette durant toute une année. Dans le secteur de la vanille, le gouvernement a déployé des fonds pour accompagner le secteur », liste-t-il.

Selon lui, la covid-19 a donné un coup à l'économie et a accentué la demande à l'international. Les transports maritimes sont de plus en plus sollicités. « La demande est plus forte que l'offre. Les propriétaires des bateaux préfèrent se rendre dans d'autres pays comme l'Asie plutôt que nos régions. Depuis, le gouvernement est à pied d'œuvre pour tenter de trouver une

solution. D'où la signature du nouvel arrêté sur le calcul du fret maritime dans la détermination des taxes douanières des marchandises importées », dit-il, avant d'ajouter que « des discussions ont été faites avec les opérateurs dans le but de trouver une solution qui pourront faciliter les importations ».

Pour rappel, le ministre des finances a signé le 28 juillet dernier une note portant mesures spécifiques pour le calcul du fret maritime dans la détermination des taxes douanières des marchandises importées. Tout cela pour accompagner les opérateurs économiques.

Andjouza Abouheir

COOPÉRATION ENTRE LES COMORES ET BANQUE MONDIALE

Le portefeuille passe de 40 à 251 millions de dollars

La directrice pays de la Banque Mondiale, Idah Z. Pswarayi-Riddihough a été reçue ce mardi par le président Azali Assoumani. Les discussions portaient sur les relations entre l'Etat comorien et la Banque Mondiale mais aussi des projets lancés par cette dernière dans le pays.

En présence du ministre des finances et du chef de bureau et l'économiste pays, la directrice pays de la Banque mondiale, Madame Idah Z. Pswarayi-Riddihough a été reçue hier mardi à Beit Salam. Au cours de son long entretien avec le Président Azali, les discussions portaient sur les relations entre la Banque Mondiale et l'État comorien. Interrogé à la sortie de la rencontre, le ministre des finances assure que les relations entre les deux parties sont excellentes.

« En 2016, on avait un programme qui s'appelait IDA de la Banque Mondiale et on l'a trouvé à 40 millions de dollars. Depuis, le portefeuille passe de 40 à 251 millions de

dollars. Ce qui montre que les relations avec la Banque Mondiale évoluent rapidement », déclare Said Ali Said Chayhane. Selon l'argentier de l'État, le bureau de la Banque mondiale à Moroni va continuer de se renforcer sur le plan des ressources humaines pour mieux accompagner l'Union des Comores dans son développement économique. « Aujourd'hui, toutes les réunions se font virtuellement. Si elle a tenu à venir aux Comores, c'est parce qu'elle jugeait nécessaire de s'enquérir de l'évolution des projets lancés par la Banque mondiale. Et on a réuni tous les coordonnateurs des projets », poursuit-il.

Pour sa première visite aux Comores, Madame Idah Z. Pswarayi-Riddihough a informé le président de la République qu'elle a déjà fait des séances de travail avec tous les ministres ayant en gestion des dossiers Banque mondiale. « J'ai apprécié la manière dont sont gérés les projets et leur évolution », avance-t-elle avant de se montrer disponible à faire le plaidoyer pour que la Banque mondiale soutienne les nou-



veaux projets du gouvernement comorien. Avant cette rencontre, la directrice pays de la Banque mondiale, a pu visiter le chantier de l'hôpital El-Marouf, le site touristique de Galawa et l'hôpital de Samba-Nkuni. C est pourquoi, elle a tenu à

féliciter le Président pour sa gestion de la crise du coronavirus tant sur le plan sanitaire qu'économique.

Quant au Président de la République, il l'a remercié au passage, pour la présence et le soutien multiforme de la Banque mondiale

et réaffirme son souhait ardent de voir le pays être toujours au rendez-vous des engagements contractés auprès de toutes les institutions financières internationales.

Ibnou M. Abdou

DÉTENTION DE SAMBI

"Par peur, on refuse de parler du cas Sambi publiquement"

Cela fait 3 ans et 5 jours depuis que l'ancien président Ahmed Abdallah Mohamed Sambi se trouve en détention provisoire à son domicile de Voidjou. Dans un coin de Mutsamudu, si rares sont les personnes qui osent s'exprimer sur le sujet et s'ils le font c'est sous le sceau de l'anonymat.

Ce 20 août 2021, le compteur affiche 3 ans de détention pour l'ancien président Sambi. A Anjouan, les réactions de

ses défenseurs se font en cachette par peur de représailles, comme le témoigne un membre du parti Juwa. « A Anjouan on refuse de commenter cette affaire et surtout de faire un commentaire publiquement par peur », avance une fervente militante du parti Juwa de l'ancien président, qui a déjà goûté la prison sous ce régime. À la place M'roni de Mutsamudu, un Sambiste montre que « nos frères sont en prison et d'autres viennent d'être relâchés sans savoir de quoi ils sont accusés jus-

qu'à maintenant, mais Allah nous sauvera ».

Au niveau des citoyens, la détention de l'ancien président Ahmed Abdallah Sambi est qualifiée d'arbitraire. « 3 ans et 5 jours sans être jugé, c'est de l'arbitraire et de l'ingratitude », lance Blaise un taximan de la capitale, avant d'ajouter que « c'est une méchanceté sans nom ». Ce dernier appuyé par l'auteur de la chanson très célèbre "Wavira warotso yi Ntsi », John Baloz estime que l'emprisonnement de Sambi est «

une séquestration déguisée en faux procès ». Aux yeux de plusieurs anjouanais, même si Azali allait construire des monuments en or ou distribuer des mallettes de fric à la population, mais sans libérer Sambi, il ne serait jamais le bienvenu à Anjouan. Pour François Ali Charcane alias Zola, Sambiste de cœur et d'idées trouve que la détention de l'ancien rais est injuste.

Au niveau du pouvoir, ils estiment que c'est une affaire qui relève de la justice. « Un jour Sambi sera

jugé, une fois toutes les pièces réunies », avancent plusieurs personnes proches du régime. Pour Toulayb Said Ali, responsable de la jeunesse et sports auprès du gouvernorat d'Anjouan, il est clair sur ce sujet « Sambi mérite ce châtement, car il nous a trahi nous autres qui l'ont soutenu depuis 2006 pour les intérêts d'Anjouan », lâche-t-il.

Nabil Jaffar

MÉDIAS D'ÉTAT

Attentes insatisfaites des journalistes d'Alwatwan

L'élection d'Abouhariat Said Abdallah en tant que rédactrice en chef du quotidien Al-watwan ne répond qu'à une partie des revendications des journalistes dont la principale doléance reste le remplacement du secrétaire rédaction. Le Syndicat national des journalistes qui fait la médiation entre la rédaction et la direction, a recommandé à cette dernière de trouver une « solution rapide pour mettre fin à la crise ».

La semaine dernière, les journalistes d'Al-watwan étaient appelés à choisir par la voie des urnes leur nouveau rédacteur en chef, après que Abdallah Mzembaba, élu en août 2020, a rendu son tablier depuis le mois de mai dernier. Candidate unique, Abouharia Said Abdallah est devenue la nouvelle patronne de la rédaction du journal de l'État. Si cette élection répond à une des revendications des journalistes, ce n'est pas pour autant qu'ils vont se calmer. Pas avant le remplacement du secrétaire de rédaction.

« La rédaction travaille dans des conditions particulières depuis quelques temps, notamment ses nouveaux horaires de services. Il y a

un manque de coordination et d'organisation entre la rédaction et le secrétariat de rédaction », concède le journaliste Eli Djouma. Si celui qui a eu à assurer le poste de rédacteur en chef pendant la période intérimaire ménage plus ou moins la nouvelle patronne en l'accordant le bénéfice du doute quant à la réussite dans ses missions, son prédécesseur Abdallah Mzembaba n'y va pas avec le dos de la cuiller.

« La nouvelle rédactrice en chef a été effectivement élue par la majorité. Seulement, il y a un élément à prendre en compte : les 9 voix « nul ». Neuf personnes de la rédaction ont choisi le néant plutôt qu'elle, en signe de sanction pour les avoir trahies. 9 nuls à Al-watwan c'est beaucoup et inédit ». De quelle trahison s'agit-il ? M. Abdallah explique : « Tous les journalistes qui auraient pu briguer le poste de rédacteur en chef ont signé une lettre annonçant qu'ils ne seront candidats à aucune élection si le secrétaire de rédaction qui représente le nœud gordien de la crise est maintenu. La nouvelle rédactrice en chef avait approuvé notre démarche avant de se rétracter ». Ce que corrobore la lettre dont nous nous sommes procuré copie.

C'est peu dire que les journalis-



tes d'Al-watwan sont loin de désarmer en dépit de l'élection d'une nouvelle rédactrice en chef. Le Syndicat national des journalistes saisi par le mouvement contestataire, salue l'élection et reconnaît que l'élection d'une nouvelle rédactrice en chef est « un pas de plus pour la résolution de la crise entre la rédaction et la direction ». Pour le reste, le Syndicat a choisi son camp : « Le Snjc soutient la rédaction d'Al-watwan et demande à la direction de chercher de solution rapide pour mettre fin à la crise qui secoue le journal et permettre aux journalistes

de travailler librement », déclare son président Chamsoudine Said Mhadjou, interrogé par nos soins. Sans ambages, il conclut : « Nous allons jouer notre rôle de défenseur des journalistes ».

Que les journalistes et le Syndicat restent vent debout contre le maintien du secrétaire de rédaction, le directeur d'Al-watwan ne compte pas céder de sitôt. Disant s'en tenir au code de travail et au règlement intérieur du canard qu'il dirige depuis maintenant trois ans, Maoulida Mbae montre que « ce n'est pas du jour au lendemain »

que les contestataires vont obtenir gain de cause. Ceci étant, celui qui est accusé d'« avoir sciemment dépouillé les compétences de la rédaction en chef pour les conférer au secrétariat de rédaction », ne ferme pas définitivement sa porte mais, « on ne peut pas venir me demander de licencier un employé et répondre sur-le-champ ». Espérons, en attendant, que Mme Abouhariat réussira là où trois de ses prédécesseurs directs ont dû se résoudre à jeter l'éponge.

Kamal Gamal

HABARI ZA UDUNGA

La force morale

J'ai l'habitude de rappeler dans ces colonnes, cette histoire d'un vieux de notre quartier, qui, à chaque fois que nous abordions les mille et un problèmes des îles de la lune, nous rétorquait par ces mots : Comment voulez-vous résoudre un problème avec des gens qui marchent « tête en bas ? ».

Cette approche avait le mérite de mettre les choses à l'endroit, si l'on peut se permettre cette expression. En effet, quelque soit le jugement que l'on peut avoir, on se doit à la lumière de ce que nous vivons depuis quatre décennies, se dire s'il n'avait pas raison avec son raisonnement à l'envers. En termes de gouvernance, on est passé progressivement de la situation coloniale à une situation où on est dirigé par des préceptes issus du discours technocratique des institutions internationales. Avec tout cela comporte d'effets collatéraux.

Il n'y a pas si longtemps, le Fmi avait fait un mea culpa sur ses analyses relatives aux fameux ajustements structurels. Il est inutile de rappeler ici les effets désastreux des programmes économiques mis en œuvre par les pays pauvres et "dicités" par ces honorables institutions.

On peut toujours effacer nos dettes mais sans le développement de nos capacités à mobiliser des ressources sur la base de programmes cohérents, nous serons toujours voués à tourner en rond en attendant les prochaines générations pour une autre ronde.

Nos responsables devraient recentrer les actions de l'Etat dans ses prérogatives régaliennes et donner des signaux forts aux responsables techniques des différents départements quant aux compétences qui leurs sont dévolues. Il s'agit en fait d'éviter de perdre encore des années au lieu d'avancer dans le renforcement de certains acquis.

Il convient donc que chacun ait à l'esprit que la politique est une question de rapport de forces. Et ce qui compte avant tout, c'est la force morale, celle d'aller de l'avant face aux incertitudes et aux vicissitudes de la vie. Les domaines d'intervention ne manquent pas que ce soit la place de notre pays face aux enjeux géopolitiques, la crise sociale et ses répercussions sur le devenir de notre jeunesse, quelle politique énergétique impulser ?, la place centrale de notre diaspora dans le processus de développement tant économique, culturel et artistique. Sans oublier, les disparus du fameux visa de la mort.

On a l'impression que les problèmes du pays vont se résoudre par nos palabres et les combats sur les réseaux sociaux à n'en plus finir. Dans un de nos articles, nous évoquons la nécessité d'être honnête et compétent pour mieux servir les îles

de la lune.

Il est évident que la complexité des problèmes à résoudre, face à une gouvernance qui se cherche, a engendré des dysfonctionnements de part et d'autres de l'échafaudage institutionnel. Il n'en demeure pas

moins que les enjeux du moment nécessitent une attention de tous les instants de la part de notre microcosme politique pour que le pays soit le seul au centre de nos préoccupations.

Mmagaza



Communiqué de la Banque centrale des Comores

La Banque Centrale des Comores a appris avec une profonde tristesse le décès de Madame Ramlat Said Ahmed survenu le 23 août 2021. En cette triste circonstance, le Gouverneur et l'ensemble du personnel de la BCC présentent leurs sincères condoléances aux enfants et à la famille de la regrettée Maman Chadia comme nous l'appelions affectueusement. La BCC souhaite par la présente exprimer sa solidarité et son soutien à la famille durant cette douloureuse épreuve.

Madame Ramlat Said Ahmed a contribué à l'essor de la Banque centrale puisqu'elle a été parmi les premiers employés de la Caisse centrale et a occupé la fonction d'assistante du Gouverneur de la BCC durant trente ans jusqu'à son départ à la retraite en 1997. Dans le cadre de ses fonctions, elle a toujours fait preuve d'une grande disponibilité et d'un dévouement exceptionnel. L'aisance qu'elle avait dans sa façon de s'exprimer ainsi que ses grandes qualités humaines resteront à jamais gravées dans nos mémoires.

Nous prions tous pour que son âme repose en paix, Inchallah, Amine.

FOOTBALL, D1 PHASE NATIONALE

Zilimadjou achève l'Espoir de Nyumashwa

Après la défaite contre Ngazi Sport, FCN Espoir termine la compétition sur une nouvelle défaite lundi dernier face à l'US Zilimadjou. En totale maîtrise, les moroniens se sont imposés par 3 buts à 0 devant une formation de Nyumashwa qui n'a montré aucune résistance. La dernière affiche de cette Phase Nationale du championnat des Comores s'annonce désormais comme une finale.

Fatigués et en manque d'expérience, les coéquipiers de Hachimo Hamidouna n'ont pas fait le poids devant l'ogre de Zilimadjou. Sans rencontrer de résistance, le tenant du titre soigne son entrée en compétition en s'imposant devant l'Espoir de Nyumashwa. Après une demi-heure d'observation et après quelques tentatives, les moroniens parviennent à ouvrir le score par l'entremise de Nassim Mchangama (0-1, 37^e). Cinq minutes plus tard, ils réalisent le break sur un coup de pied arrêté. Patrick Malbrouk double la mise d'une tête bien placée sur un coup franc exécuté par Fakira Ahmed Hassani (0-2, 42^e).

Le titre va se jouer entre Ngazi



et Zilimadjou

Au retour des vestiaires, les hommes de Soumeth Ahmed Ali maintiennent la pression. Mais bien que créatifs, ils n'arrivaient pas malgré tout à concrétiser leurs occasions, pêchent souvent sur la dernière action. Le salut viendra sur le banc de touche. Les entrées en jeu de Mohamed Youssouf et surtout d'Alpha Berthe ont redynamisé et apporté de la fraîcheur au jeu de

l'USZ. Un choix tactique payant puisqu'en fin de rencontre, Zilimadjou alourdit le score avec une troisième réalisation signée Hachim Abdou (0-3, 90^e+1). Entré en jeu quelques minutes plutôt. Désormais à égalité de points avec Ngazi Sport, l'US Zilimadjou aura à défendre son titre mercredi dans un match qui s'annonce déjà chaud bouillant.

Boina Houssamdine

Résultats et programme :

21 août : Ngazi Sport 3-2 FCN Espoir

23 août : FCN Espoir 0-3 US Zilimadjou

25 août : US Zilimadjou – Ngazi Sport.

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Saïd Omar Allaoui

Directeur de la publication
Elhad Saïd Omar

Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf

Secrétaire de rédaction
Toufè Maecha

Rédaction

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

A.O. Yazid

Andjouza Abouheir

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar

Riwad

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Mariama Mhoma

Documentation archiviste

Hadidja Abdou

Photographe / Site Web

Mohamed Saïd Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45



Ministère de l'Agriculture,
De la Pêche et de l'Environnement



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

Réf. n°2021/010/ MAPE/PIDC/AMI/IEFA

« RELANCE DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'IDENTIFICATION ET LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE MISE EN PLACE DES FERMES AGRICOLES »

1. Le (PIDC) est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

L'objet du projet est de promouvoir le développement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et des acteurs de la chaîne de valeurs, concernés dans l'agriculture, le tourisme et les secteurs associés aux Comores.

Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 25 millions, sont les suivantes :

- * Renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur cibles et du secteur privé
- * Appui direct aux entreprises
- * Gestion de projet, Suivi/Évaluation, et Renforcement des Capacités.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un Avis à Manifestation d'Intérêt, en vue de recruter « un consultant individuel pour l'identification et la réalisation d'une étude de mise en place des fermes agricoles » dont les responsabilités, tâches, ainsi que le profil, sont définis dans les présents termes de références.

2. Objectif de la mission

L'objectif de la prestation est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des

familles rurales avec la croissance productive agricole, de l'élevage et en utilisant durablement les ressources naturelles (terre, eau et les ressources génétiques...) de façon qu'elles ne compromettent pas la capacité productive des générations futures.

Sous la supervision du Coordonnateur du PIDC et en collaboration étroite avec la Direction Nationale de la Stratégie Agricole et de l'Élevage (DNSAE), le Consultant sera responsable des tâches suivantes :

- Réaliser une analyse documentaire sur la base d'études existantes ;
- Sélectionner les bénéficiaires suivant des critères préétablis notamment les zones d'intervention du PIDC, la taille de la ferme, l'orientation commerciale, appartenance à des groupements d'agriculteurs, la volonté de partager des informations avec d'autres membres du

Groupe en partenariat avec l'équipe de l'UGP, la DNSAE, les CRDE, les élus locaux et les OPA ;

- Collecter et produire des données géoréférencées pour la délimitation, la localisation et la création d'une base de données dynamique de 26 fermes agricoles familiales/modernes sélection-

nées ;

- Présenter une caractérisation socioéconomique et un profil archéologique des fermes ;
- Faire ressortir les potentialités, les opportunités, les défis, les contraintes et la vision de chaque ferme...etc.

3. Profil du consultant

- Être diplômé de l'enseignement supérieur (Bac+5 minimum) en sciences agroéconomiques, en agrobusiness, en développement local, ou toute autre discipline apparentée ;
- Avoir une expérience d'au moins de cinq (05) ans dans l'élaboration d'une méthodologie, des plans de fermes agricoles familiales/modernes (diagnostic, élaboration des plans et mise en œuvre) ;
- Avoir mis en œuvre au moins 3 missions similaires ;
- Avoir une bonne connaissance du milieu rural Comorien ;
- Avoir des connaissances en agroéconomie, en système d'information géographique, en planification opérationnelle, et en conception des plans d'affaires ;
- Avoir une expérience des procédures des projets de la Banque Mondiale.

4. Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le Règlement

de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'investissement (version juillet 2016 ; Révisée en 2017 et 2018). La méthode de sélection est « la sélection du Consultant Individuel (SCI) ».

5. Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du projet,
- Un CV actualisé accompagné de tous les justificatifs de diplômes et des attestations justifiant le niveau académique et l'expérience requise.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 01 septembre 2021 à 17 h 00 (heure locale en Union des Comores).

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n°2021/010/MAPE/PIDC/AMI/IEFA au secrétaire du PIDC. MAPE, Mdé Ex-CFADER. Email projetpidc@gmail.com

Lancé, le 18 juillet 2021

Les relations comoro-saoudiennes

Les relations du Royaume de l'Arabie Saoudite avec l'Union des Comores remontent avant l'indépendance. Après la déclaration de l'indépendance en 1975, le Royaume a été l'un des premiers pays à déclarer sa reconnaissance en tant que les îles des Comores (État) indépendant avec ses frontières géographiques reconnues aux pactes internationaux, il a apporté ses aides différentes pour soutenir la reconstruction des infrastructures des îles. Le Royaume a continué à aider le peuple comorien au cours des époques successives des gouvernements nationaux (durant les 46 dernières années). Il a contribué à la construc-

tion des instituts, des écoles, des hôpitaux, des mosquées, l'octroi de bourses, de formation de qualifications judiciaires et médicales, de parrainage d'enseignants et de prédicateurs, ainsi que des projets routiers, de soutien au budget de l'État et de prise en charge des dépenses des pèlerins lors de ces derniers temps, ainsi que ses diverses aides humanitaires saisonnières. Au cours de la période de 2017 à 2019, le Fonds saoudien de développement a financé le bitumage de la RNI de l'aéroport de Hahaya à Mtsamihouli, environ 24 km, pour un montant de 4 milliards et 500 millions de francs (environ 9 millions d'euros). Aujourd'hui, au

lieu de faire deux heures ou plus pour atteindre Moroni, en raison d'une route cahoteuse, on le fait en 30 minutes. L'achèvement de cette route a poussé les comoriens à visiter l'ancien Galawa au nord de l'île Ngazidja où les priorités de développement économiques existent comme les sites touristiques et les produits agricoles alimentaires locales qui sont dans le programme du gouvernement du président Azali Assoumani pour l'émergence à la vision de 2030.

**Dr Mohamed Dhakir Sagaf,
Ambassade Arabie Saoudite
aux Comores**



Coronavirus: le point sur la pandémie dans le monde

Nouvelles mesures, nouveaux bilans et faits marquants : un point sur les dernières évolutions de la pandémie de Covid-19 dans le monde.

Le vaccin de Pfizer pleinement autorisé aux Etats-Unis -

Les Etats-Unis ont pleinement autorisé lundi un premier vaccin contre le Covid-19, celui de Pfizer/BioNTech, une décision qui pourrait permettre d'aider à convaincre certains hésitants, mais aussi pousser davantage d'institutions à imposer la vaccination, dans un pays où le variant Delta fait rage.

Israël instaure la vaccination dans les écoles

Israël a annoncé lundi mettre en place à la rentrée scolaire des stands de vaccina-

tion anticoronavirus dans les écoles pour renforcer l'immunité des plus jeunes, dans un contexte de hausse des contaminations dans le pays qui autorise la vaccination dès douze ans.

Dans les localités qui enregistrent un fort taux de contamination, les lycées devront s'assurer que 70% des élèves d'une classe ont été vaccinés. Dans le cas contraire, les cours devront se faire en ligne, d'après le communiqué du gouvernement.

Vaccin obligatoire dans l'armée américaine -

Le vaccin va devenir obligatoire dans l'armée américaine après l'homologation définitive du sérum de Pfizer, qui bénéficiait depuis décembre d'une simple autorisation

d'urgence, a annoncé lundi le Pentagone.

New York a par ailleurs annoncé rendre le vaccin obligatoire pour le personnel de ses écoles publiques, notamment les enseignants et directeurs, au moment où la ville tente de ralentir la transmission du variant Delta.

Confinement maintenu en Nouvelle-Zélande -

La Nouvelle-Zélande a maintenu lundi son confinement national face à la progression de l'épidémie, la Première ministre affirmant que la vague de contaminations causée par le variant Delta n'avait pas encore atteint son pic.

Jacinda Ardern a estimé qu'il était trop tôt pour lever les restrictions après l'apparition la semaine dernière du premier cas de

Covid d'origine locale, détecté sur un habitant d'Auckland.

Plus de 4,43 millions de morts

La pandémie de Covid-19 a fait au moins 4.430.846 de morts dans le monde depuis fin décembre 2019, selon un bilan établi lundi à 10H00 GMT par l'AFP à partir de sources officielles.

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché avec 629.371 décès, devant le Brésil (574.848 morts), l'Inde (434.756), le Mexique (253.155) et le Pérou (197.879).

L'OMS estime, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui qui est calculé à partir des chiffres officiels.

(Afp)

Covid-19: aucune contamination en Chine pour la première fois depuis un mois

La Chine affirme n'avoir rencontré aucun nouveau cas de coronavirus d'origine locale depuis un mois, malgré la poussée du variant Delta. Ce qui laisse entendre que la propagation est de nouveau contenue dans le pays.

La Chine, confrontée ces dernières semaines à un rebond épidémique lié à la souche Delta, n'a fait état ce lundi d'aucun nouveau cas de Covid-19 d'origine locale sur son sol, ce qui constitue une première depuis un mois et laisse à penser que la propagation est contenue.

Le pays asiatique, qui avait largement maîtrisé l'épidémie de Covid depuis le printemps 2020, fait face depuis juillet à un regain de contaminations sur son sol, en dépit de mesures sanitaires parmi les plus strictes au monde.

Le foyer, initialement détecté à l'aéroport de Nankin, à l'Est, a gagné près de la moitié des provinces du pays, fait plus d'un millier de malades et entraîné le confinement de plusieurs millions d'habitants. Il s'agit en

Chine du plus important rebond épidémique en termes d'étendue géographique, depuis l'apparition des premiers cas de Covid dans le pays fin 2019. La capitale Pékin et la ville de Wuhan, qui avait été au début de l'épidémie la première au monde à imposer une stricte quarantaine à ses 11 millions d'habitants, ont notamment été

touchées.

1,94 milliard de doses administrées dans le pays

Lundi, la Chine n'a rapporté aucune nouvelle contamination d'origine locale sur son sol, soit une première depuis le 16 juillet. Le pays a toutefois enregistré 21 nouveaux cas dits "importés", c'est-à-dire des personnes de

retour de l'étranger et contaminées.

La Chine suit une politique de tolérance zéro vis-à-vis du virus et s'empresse d'endiguer les nouveaux foyers, à un moment où le variant Delta, plus contagieux, sévit notamment en Birmanie voisine. Le pays a recours à des confinements, des dépistages généralisés et des

applications mobiles de suivi des déplacements. La Chine impose par ailleurs des quarantaines obligatoires à l'arrivée sur le territoire et garde fermées ses frontières à l'immense majorité des ressortissants étrangers.

(Afp)

Le chef de l'opposition zambienne a remporté l'élection présidentielle

"Je déclare Hakainde Hichilema président élu de la République de Zambie en ce 16 août", a annoncé Esau Chulu, président de la commission, vers 2h30 du matin devant la presse.

M. Hichilema, homme d'affaires autodidacte surnommé "HH", a remporté un total de 2.801.757 suffrages contre 1.814.201 pour M. Lungu, a-t-il précisé.

Une victoire nette alors que cette course était donnée serrée depuis des semaines.

Une seule de 156 circonscriptions du pays d'Afrique australe n'a

pas officiellement été dépouillée mais la commission a estimé que quels que soient ses résultats, cela "ne risquait pas d'influer" sur la victoire de M. Hichilema.

Quelques bouchons de champagne ont sauté dans la salle où se trouvaient des parlementaires proches de "HH" alors que des coups de klaxons se multipliaient dans les rues alentours débordant de monde.

C'était la troisième fois que M. Hichilema affrontait M. Lungu dans les urnes. En 2016, il avait perdu de seulement 100.000 voix.

La participation, très forte à plus de 70%, confirme l'engouement

pour ce scrutin, durant lequel certains bureaux sont restés ouverts jusqu'à 05H00 du matin pour permettre aux électeurs faisant la queue depuis la fin d'après-midi de voter.

"Fétez votre victoire!"

Dans la capitale Lusaka, des centaines de partisans s'étaient déjà rassemblés plus tôt dans la soirée, notamment devant la maison de M. Hichilema.

Habillés de rouge, couleur de son parti l'UPND, ils ont dansé, klaxonné, fêté la victoire avant même les résultats définitifs, tant "HH" semblait assuré de l'emporter.

Charles Melupi, un porte-parole de l'opposition, avait appelé dimanche matin le président sortant à "agir en homme d'Etat" et à admettre "rapidement" sa défaite "pour que le processus de passation de pouvoir et de réconciliation de ce pays puisse commencer".

Pendant tout le week-end, les équipes de M. Lungu, 64 ans, et de son rival historique "HH", que la rue appelle aussi "Bally", un terme affectueux désignant un père ou un aîné, avaient chacune donné leur champion gagnant.

(Africanews)